

vues américaines sur la façon dont les autres gouvernements devraient gérer leurs ressources naturelles.

Qu'entraîne cette requête présentée par certains intérêts américains? Le nouveau droit, s'il est maintenu, haussera d'au moins 1 000 \$ le coût de chaque maison américaine; qui plus est, une étude menée par la Wharton Econometrics évalue que quatre emplois américains seront perdus pour chaque emploi directement obtenu dans votre industrie du bois d'oeuvre. La Wharton a également mentionné qu'une augmentation de 15 % du tarif sur le bois d'oeuvre résineux entraînerait la perte nette de 13 000 emplois d'ici 1990. Pour le Massachusetts, le tarif créerait 19 emplois et en ferait perdre 637 autres d'ici 1993 selon l'étude de la Wharton.

En fait, pour souligner ce point, le sénateur Chafee du Rhode Island a fait valoir que cette décision sur le bois d'oeuvre donnerait seulement quatre États gagnants contre 46 États perdants. Ce sont là les coûts qu'entraînent manifestement les actions protectionnistes.

Ce droit compensateur, en plus de nuire au consommateur américain, est une menace potentielle pour les emplois canadiens. Il menace les décisions financières et commerciales des entreprises forestières et des autres entreprises plus petites qui dépendent de ce secteur.

Enfin, la décision soulève dans l'esprit des Canadiens des questions sur la possibilité de rechercher de meilleures relations avec les États-Unis. À raison ou à tort, bien des Canadiens percevront cette action d'une seule industrie américaine comme une indication du point de vue général des Américains envers leur voisin du Nord. Les actions protectionnistes empoisonnent l'atmosphère d'une négociation qui vise à libérer notre commerce.

Si nos deux pays permettent que les intérêts d'une minorité l'emportent sur les intérêts de la majorité, les Canadiens en souffriront, les Américains en souffriront, et les relations canado-américaines se détérioreront.

Nos deux pays appuient les principes d'une libéralisation du commerce. Il est temps de pratiquer ce que nous avons tous deux prêché.

Le Premier ministre Mulroney et le Président Reagan ont compris qu'il est dans l'intérêt de nos deux pays de conclure un accord commercial. Je pense que la majorité des gens des deux côtés de la frontière en conviendront s'ils